

Avant-propos

Dans cette neuvième édition du Panorama de la société, le recueil d'indicateurs sociaux qu'elle publie tous les deux ans, l'OCDE s'efforce, comme dans les éditions précédentes, de répondre à la demande croissante de données quantitatives sur le bien-être social et son évolution dans les pays de l'OCDE. Le présent rapport actualise certains indicateurs figurant dans les éditions précédentes, et en propose de nouveaux. Lorsqu'elles sont disponibles, les données portant sur l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde et l'Indonésie sont présentées séparément.

Cette édition de Panorama de la société présente un éclairage sur les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT), qui continuent à subir, dans l'ensemble, diverses formes de discrimination. En effet, les personnes LGBT sont encore loin d'être pleinement acceptées dans les pays de l'OCDE. Seule la moitié des pays de l'OCDE ont légalisé le mariage homosexuel sur l'ensemble de leur territoire national, et moins d'un tiers autorisent les personnes transgenres à modifier leur état civil afin de le mettre en conformité avec leur identité de genre sans les obliger à subir une stérilisation, une chirurgie de réassignation sexuelle, des traitements hormonaux ou des examens psychiatriques. Un recul des droits a également été observé. Or, la discrimination n'est pas seulement inacceptable sur le plan éthique, elle engendre aussi d'importants coûts économiques et sociaux. L'intégration des minorités sexuelles et de genre devrait par conséquent figurer au premier rang des priorités des gouvernements de l'OCDE.

Ce chapitre donne un aperçu exhaustif des données et résultats concernant le nombre de personnes LGBT et leur situation socioéconomique dans les pays de l'OCDE. Il met aussi en évidence les meilleures pratiques pour créer des environnements plus propices à l'intégration des minorités sexuelles et de genre. Le reste du rapport compare un large éventail de résultats sur le plan social selon les pays. Le chapitre 2 contient un guide visant à éclairer le lecteur sur la structure des indicateurs sociaux de l'OCDE. Le chapitre 3 présente des nouveaux indicateurs sur la perception qu'ont les gens des risques sociaux et économiques et sur la manière dont ils pensent que les gouvernements gèrent ces risques. Les indicateurs sont ensuite présentés plus en détail dans les chapitre 4 à chapitre 8. Pour des informations supplémentaires sur les indicateurs, on se reportera au site Internet de l'OCDE (<http://oe.cd/sag-fr>).

Ce rapport a été préparé par Pauline Fron, Maxime Ladaique, Veerle Miranda (responsable du projet), Marie-Anne Valfort (chapitre 1) et Valerie Frey (chapitre 3), avec de précieuses contributions de James Brown, Chris Clarke, Carrie Exton (Direction des statistiques et des données), Rodrigo Fernandez, Gaëlle Ferrant (Centre de développement), Elif Koksal-Oudot (Direction de la Science, de la technologie et de l'innovation), Michael Förster, Gaëtan Lafortune, Fabio Manca, Pascal Marianna, Marissa Plouin, Sarah Strapps et Cécile Thoreau de la Direction de l'Emploi, du travail et des affaires sociales. Monika Queisser, Cheffe de la Division des politiques sociales de l'OCDE, a supervisé le projet.



Extrait de :
Society at a Glance 2019
OECD Social Indicators

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/soc_glance-2019-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Avant-propos », dans *Society at a Glance 2019 : OECD Social Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/4655d6f3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.